

«*A FAME, PESTE ET BELLO, LIBERA NOS,
DOMINE*»⁽¹⁾

La démographie de Hautefontaine au XVIII^e siècle

Julien SAPORI

" *Ce provincialisme viscéral, cet enracinement paysan dans la paroisse et le petit "pays" que domine une ville-marché et que mesure un rayon de deux ou trois heures de marche, nous soutiendrons toujours que le coeur de l'ancienne France était là, et là la profonde réalité* » (2). Malheureusement pour l'historien, la vie de ces millions d'humbles, loin des fastes de la Cour et des frasques des villes, demeure aujourd'hui largement inconnue et, très souvent, seule la recherche démographique nous permet d'appréhender, très approximativement, leurs conditions d'existence. Nous nous sommes penchés sur le village de Hautefontaine qui a eu la chance de conserver ses registres paroissiaux depuis 1680 (3) : l'étude qui suit reste donc volontairement placée dans les limites étroites de cette petite communauté, dont nous avons essayé de déterminer les grandes tendances démographiques par rapport à l'évolution plus générale du pays tout entier.

Un petit village que nous connaissons bien ...

Au XVIII^e siècle, Hautefontaine était une paroisse de vallée, située à une vingtaine de km à l'ouest de Compiègne et peuplée d'environ 250 habitants. Le village regroupait l'essentiel de la population, dans des maisons de pierre aux pignons «à pas de moineaux», de part et d'autre de la «grande rue», sur laquelle se formait chaque jour le troupeau communal.

L'activité principale y était l'agriculture, les paysans se répartissant en deux grandes catégories qui entretenaient des rapports à la fois complémentaires et contrastés. Le haut du pavé était tenu par quelques familles de laboureurs, véritables

dynasties, comme celles des Le Maire, Demeziere, Cauchemé, Flamand, Leguillon etc, exploitant des propriétés souvent considérables (au moins 30 ha, mais parfois bien davantage) à l'aide d'un ou plusieurs attelages de chevaux ou de boeufs (4). Ces terres étaient généralement louées à des abbayes ou à des nobles, cultivées en grande partie en céréales destinées au marché. Disposant d'argent et de relations dès le XVIII^e siècle, certains de ces notables purent entreprendre une ascension sociale considérable, comme l'illustre l'exemple de la famille Le Maire : en 1764, le père, Nicolas, était laboureur et les deux enfants, Claude et Louis Hyacinthe, respectivement receveur de la terre de Tracy et curé de Mortefontaine.

Soucieux de se démarquer des simples paysans, ces laboureurs étaient également très attachés aux signes de distinction sociale. C'est ainsi que le dernier enterrement à l'intérieur de l'église paroissiale du village, le 13 mars 1733, avant que cette pratique ne soit définitivement abandonnée, avait concerné la femme d'un laboureur, Marie épouse Leguillon.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, se trouvaient les manouvriers, cultivant pour leur subsistance des lopins de terre parfois minuscules, et contraints de louer leurs bras aux laboureurs à l'occasion de travaux saisonniers plus ou moins longs. En dépit de différences de condition parfois considérables, les frontières entre ces deux catégories

n'étaient pas étanches. Si nous n'avons pas trouvé d'exemple de familles de manouvriers s'étant élevées jusqu'à la condition de laboureurs, en revanche une branche des Cauchemé semble avoir déchu : Jean, décédé le 10 mars 1758, est qualifié à plusieurs reprises de simple manouvrier, et sa propre fille, Marie-Jeanne, accoucha, le 16 octobre 1766, d'un enfant illégitime, ce qui a du lui faire intégrer définitivement les rangs des défavorisés.

Une nombreuse domesticité travaillait aussi au château, siège d'une seigneurie, appartenant depuis 1764 à la famille de Rothe, où l'archevêque de Narbonne, Mgr Arthur Richard Dillon, illustre personnalité de l'ancien régime, résidait et recevait régulièrement des grands, tels le Prince de Guéméné ou la princesse de Rohan.

Le village disposait de son propre curé, qui restait en général à demeure très longtemps et se montrait soucieux d'améliorer le sort de son «troupeau», mais aussi d'un clerc-maître d'école, dont les efforts d'alphabetisation n'étaient pas vains, puisque la majorité des habitants savaient au moins signer les actes de l'état civil dès le début du siècle. Enfin un petit groupe d'artisans et de commerçants, qui s'est étoffé au cours du XVIII^e, assurait à la communauté une sorte d'autarcie économique.

Toutefois, la population ne vivait pas isolée. Les nombreux mariages avec des «horsains» attestent une ouverture incontestable vers le monde extérieur, encore renforcée par la présence au château de nombreux domestiques parisiens et même extérieurs au royaume (5). Les événements démographiques majeurs de la région, voire de la France entière, avaient donc des répercussions immédiates dans le village, microcosme particulièrement représentatif de la civilisation rurale de la France du Nord et des pays de grande culture du bassin parisien au XVIII^e siècle.

Une démographie en «dents de scie».

Dans la première partie du siècle, la démographie de Hautefontaine se caractérise par son extrême irrégularité. L'examen des courbes annuelles montre d'importantes fluctuations de la mortalité et de la natalité, le solde naturel variant des minima de - 13, atteints en 1728 et 1765, à des maxima de + 13, rejoints en 1712 comme en 1756. La même irrégularité peut être observée au niveau des décennies, dont deux enregistrent des soldes négatifs (- 7 en 1721-1730 et - 18 en 1741-1750), alors que les plus positives sont, dans l'ordre, 1711-1720 (+ 44), 1781-1790 (+ 30) et 1771-1780 (+ 22).

Sur le long terme, le solde naturel du village demeure toutefois largement positif, avec un gain de 112 unités sur les 85 années considérées, ce qui confirme que sous l'ancien régime, la plus forte natalité des campagnes compensait le déficit naturel des villes (6). Sur l'ensemble de la période considérée, seules 25 années ont connu un solde naturel négatif.

Cette évolution pluriséculaire «en dents de scie» tendit à s'estomper au milieu du siècle : après 1750 les hécatombes périodiques disparaissent progressivement et avec elles les décennies en déficit. Cette révolution démographique sans précédent devait permettre une augmentation importante et régulière de la population du village jusqu'à la période révolutionnaire.

La nuptialité

Dans leur grande majorité, les mariages s'effectuaient entre personnes de même condition sociale. Les exemples abondent et nous limiterons à quelques-uns, à titre indicatif :

- entre laboureurs : le 26 janvier 1737, Antoine Cauchemé et Marie-Jeanne Desmarez.

- entre chirurgiens : le 19 mai 1722, Jean Guillaume et Marie-Jeanne Marin, fille de son collègue Pierre.

- entre manouvriers : le 10 février 1739, Jean Caoet et Marie Anne Langlois.

- entre meuniers : le 6 septembre 1768, Adrien Desjardins et Marie-Jeanne Tassin, veuve d'un meunier.

- entre jardiniers : le 20 novembre 1765, Jacques Flobert et Geneviève De Conne.

- entre domestiques : le 14 septembre 1778, Louis Aviot, frotteur de Mme de Rothe et Nicole Bourdon, fille de garde-robe de la comtesse.

-entre garde-chasses : le 24 février 1767, Joseph Gauquelin, garde général des chasses et bois de la seigneurie et Marie-Charlotte Françoise, fille de Isaac, garde de la forêt de Retz.

A l'inverse les artisans faisaient preuve d'une incontestable mobilité sociale, s'unissant à des personnes issues de toutes conditions, laboureurs, manouvriers, domestiques ...

Notre étude n'a donc guère permis de constater une réelle «liberté amoureuse» à Hautefontaine, qu'auraient attestée des unions faisant fi des clivages sociaux et privilégiant les inclinations naturelles des amoureux, par opposition aux mariages arrangés par les parents. Ces derniers restaient donc la règle, non seulement dans la noblesse et la bourgeoisie, mais aussi chez les gens du peuple. Certes «*de fait, dans les campagnes, on semble laisser aux jeunes gens la bride un peu plus lâche sur le cou*» (8), mais en définitive, qui l'emportait de la raison ou de l'amour ? Qu'il s'agisse du théâtre de l'époque (Charles-Simon Favart ou Marivaux) ou de recherches contemporaines comme celles d'Anne Fillon (9), maints auteurs ont mis l'accent sur des bucoliques mariages d'amour à la campagne ... peut-être un peu trop. Rétif de la Bretonne semble

avoir trouvé la juste formule de compromis : «*La passion est nécessaire pour s'épouser, comme l'appétit pour se mettre à table (...) Mais la raison n'est pas moins essentielle que la passion dans le choix d'une épouse, et même d'une maîtresse. Les mœurs, la fortune, la naissance, l'égalité de condition, c'est ce que la raison demande*» (10).

Lors des années de surmortalité, nous pouvons constater une réduction importante du nombre des mariages : si, pour la période étudiée, on enregistre une moyenne annuelle de 2,7 mariages, celle-ci descend à 1,5 entre 1726 et 1729 et même à 0 en 1748, année connaissant 17 décès. L'explication est simple : en période de crise, on retardait le mariage et l'on attendait des jours meilleurs pour fonder une famille.

Aussitôt passée la période de surmortalité, les fiancés convolaient en masse en justes noces. Ainsi les années de pointe font suite aux années creuses : 1712, avec 10 mariages, après deux années marquées par un solde naturel négatif ; 1739, faisant suite au déficit de 1738. On puisait alors dans la «réserve» de célibataires, anticipant de quelques années les mariages et les naissances, de manière à combler au plus vite une mortalité exceptionnelle.

L'année 1783, avec un nombre élevé de 9 mariages, paraît introduire une rupture dans cette règle, puisque les deux années précédentes avaient connu un solde naturel positif. Ce constat, comme celui de l'augmentation régulière de la population au cours des trois dernières décennies de l'ancien régime, sont autant d'indices confirmant que même Hautefontaine connut les prémices de ce que l'on appelle, depuis Landry, la «révolution démographique» (11). Cette expression exprime le fait, qu'à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, la France désormais affranchie de l'alter-

nance ancestrale de phases de dépeuplement et de repeuplement est entrée définitivement dans une période d'essor démographique régulier. Nous n'avons pas comptabilisé les remariages de veufs et veuves, nombreux surtout pour les premiers. Lorsqu'il fallait s'occuper d'enfants orphelins, cette pratique intervenait d'autant plus vite, parfois quelques mois seulement après le décès.

Enfin l'endogamie était la règle, la majorité des mariages se faisant entre personnes originaires du village. Mais à la fin du siècle, de plus en plus de filles épousent des «horsains», manouvriers saisonniers venus pour la moisson ou artisans. Sur les 35 mariages de la décennie 1781/1790, 7 ont concerné un époux extérieur (généralement l'homme) et deux des mariés l'un et l'autre étrangers au pays. Il s'agit là d'un fait nouveau au village, favorisant le renouvellement de la population rurale, comme l'a souligné Fernand Braudel (13). Par ailleurs la présence croissante de saisonniers agricoles témoigne de l'essor de la céréaliculture, les forces de travail du seul village se révélant de plus en plus insuffisantes à l'époque des grands travaux agricoles.

Les naissances

La période observée donne une moyenne annuelle de 4,67 baptêmes par mariage, ce qui est tout à fait conforme à la situation du royaume à l'époque, telle qu'elle est décrite par le démographe Jacques Dupâquier : «*quatre ou cinq enfants par famille, dont la moitié environ sont emportés avant d'atteindre l'âge du mariage, une partie des filles restant célibataires, un petit mouvement d'émigration des campagnes vers les grandes villes dévoreuses d'hommes, et voilà la population presque en équilibre*» (14).

Le nombre de naissances par décennie reste relativement stable sur l'ensemble du siècle, avec des maxima presque identiques pour 1711-1720 (146 naissances), 1761-1770 (145 naissances) et 1731-1740 (140 naissances) ; les minima sont atteints entre 1741 et 1760, avec 112 et 113 naissances. On observe toutefois sur le long terme une tendance à la baisse de la fécondité.

Les registres paroissiaux ne dénombrent que 11 décès d'enfants en nourrice, chiffre peu élevé par rapport à la masse des 965 cas de mortalité étudiés, suggérant une implication marginale

Evolution de la population de Hautefontaine

(d'après Louis Graves, *Précis statistique sur le canton d'Attichy*)

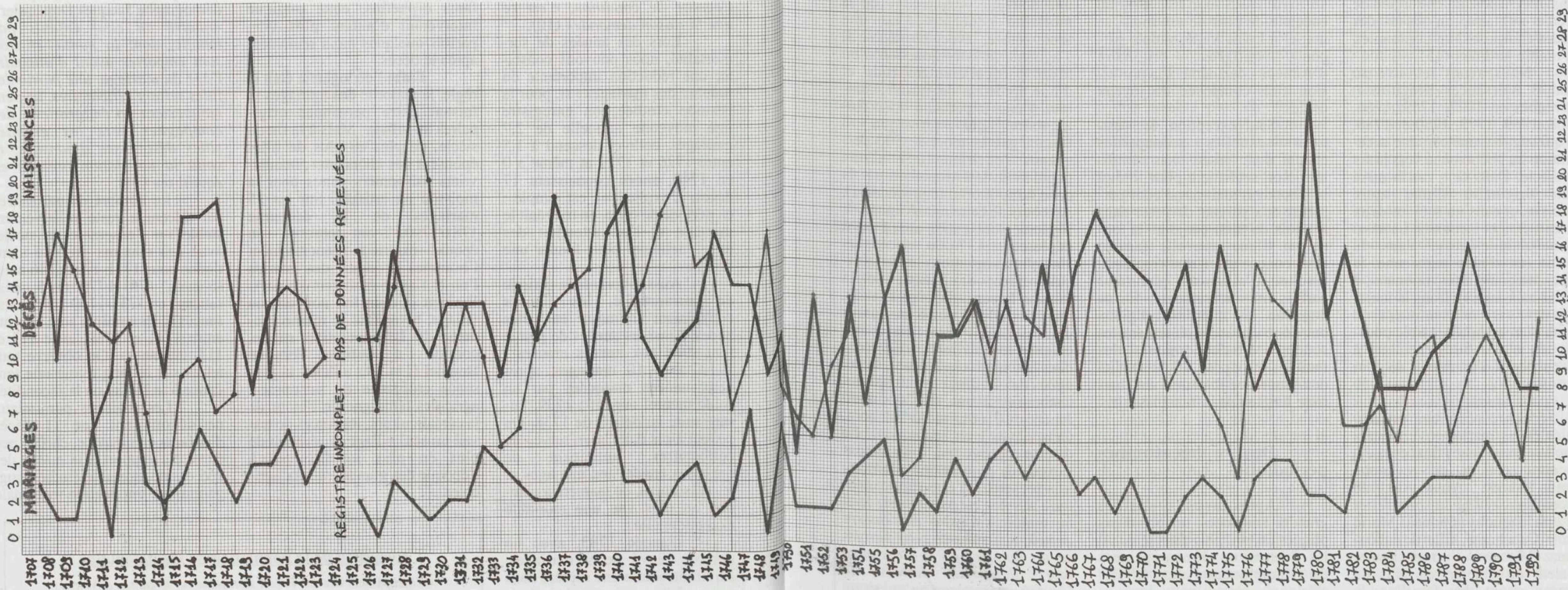
- 1720 : 252 habitants	- 1791 : 353 habitants
- 1759 : 343 habitants	- 1806 : 273 habitants

Evolution de la population de la France, de 1740 à 1810

(par décennies, selon l'estimation de Jacques Dupâquier, op. cité, p. 81)

- 1740 : 24 600 000 hab.	- 1780 : 27 550 000
- 1750 : 24 500 000	- 1790 : 28 100 000
- 1760 : 25 700 000	- 1800 : 29 100 000
- 1770 : 26 600 000	- 1810 : 30 000 000

Evolution démographique de la paroisse de HAUTEFONTAINE, de 1707 à 1792
(d'après les registres conservés dans la commune)



EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE HAUTEFONTAINE PAR DECENNIE, 1711 - 1709

	soldes démographiques	naissances	décès
1711 - 1720 :	+ 44	146	102
1721 - 1730 :	- 7	121	128
1731 - 1740 :	+ 17	140	157
1741 - 1750 :	- 18	112	130
1751 - 1760 :	+ 14	113	99
1761 - 1770 :	+ 7	145	138
1771 - 1780 :	+ 22	127	105
1781 - 1790 :	+ 30	118	88

de Hautefontaine dans un circuit ayant atteint des proportions considérables au XVIII^e siècle. Ces nourrissons mouraient par vagues, probablement à la suite d'épidémies infantiles : 3 en 1760, 3 autres en 1763. Leurs parents étaient tous parisiens, sans exception : trois bourgeois, trois marchands, un chirurgien de l'école militaire, un soldat des gardes françaises, un cordonnier, un maître jardinier (15).

Nous avons retrouvé au total 8 naissances illégitimes, survenues en 1727, 1753, 1766, 1768, 1769, 1773, 1780 et 1788, ce qui suggère une certaine accélération du phénomène vers la fin du siècle. Dans cinq cas la mère était originaire d'une autre paroisse, et dans un seul les deux parents étaient inconnus. Là aussi Hautefontaine reste dans la norme (en région parisienne, le taux atteignait alors rarement 1 % des naissances). Dans la majorité des cas, un sentiment de honte bien compréhensible poussait les jeunes filles enceintes à accoucher à l'extérieur de leur paroisse.

Les conceptions prénuptiales et les mariages «en catastrophe» avec une fiancée déjà enceinte étaient en revanche moins rares. Ainsi, le 28 décembre 1773, le bourrelier Joseph Douchy épousa Marie Anne Cauchemé, fille de laboureurs. Mineurs, l'un et l'autre avaient dû obtenir, en plus du consentement des familles, la dispense de l'évêque de Soissons pour se marier «pendant un temps prohibé» (en principe le mariage était interdit en décembre, période de l'avent, période fixée par l'Eglise pour se préparer à Noël. Il était plus que temps, car la maman accouchait d'un petit garçon deux mois plus tard.

Dans l'ensemble les mœurs sexuelles semblent être restées strictes, même si la «réparation» des fautes était assez facilement acceptée par la

communauté, mais aussi par les autorités spirituelles. Parfois les parents, mis devant le fait accompli, devaient se résigner à un mariage (d'amour ?) qu'ils n'auraient vraisemblablement pas envisagé en d'autres conditions. Ainsi les Demezières, une autre famille de laboureurs, virent, le 16 avril 1782, leur fille Brigitte enceinte de plus de six mois, se marier à Louis Vallé, simple garçon bourrelier originaire d'Amiens - décidément la profession était composée de joyeux drilles !

Sauf exception, les relations sexuelles prénuptiales étaient donc assez bien contrôlées, non seulement pour limiter la fécondité, mais aussi pour permettre aux parents de peser dans le choix du futur conjoint, la fondation d'une nouvelle famille étant conçue avant tout comme le résultat d'alliances planifiées parfois minutieusement. En ce domaine les interdits religieux ont donc épousé entièrement les soucis socio-économiques des familles et opposé à la sexualité des jeunes célibataires une barrière longtemps infranchissable.

Des hécatombes périodiques

Après avoir établi les grandes tendances, tentons d'expliquer un peu plus dans le détail les fluctuations démographiques de Hautefontaine au XVIII^e siècle.

Les années 1707 à 1712 connurent des taux de mortalité très élevés (12, 17, 15, 12, 11 et 12 décès) dus à des hivers particulièrement rigoureux - on a même parlé d'un «petit âge glaciaire» pour une grande partie des XVI^e et XVII^e siècles. En plus des maladies liées au refroidissement, les semences furent tuées dans la terre. Pendant l'hiver 1709, la mort frappa 550 habitants à Compiègne, soit 1/12^e de la population de la ville. «Dans la moitié nord de la

France en tout cas, la population rurale au cours et au coeur de cette décennie 1710 semble être passé par un nouveau minimum» (16). Les conséquences négatives de cette crise «se firent sentir» à Compiègne «sous forme de déficits annuels jusqu'en 1712» (17).

En 1719, nous constatons une nouvelle «explosion» de la mortalité concentrée sur une seule année, avec 28 décès. Il s'agissait de la conjonction d'un hiver particulièrement rude et d'une épidémie de variole, doublés d'une importante crise frumentaire qui provoqua à Compiègne la mort de 500 personnes (environ 10 % d'une population déjà diminuée par la crise de surmortalité précédente). Au cours de cette même année, le royaume tout entier aurait eu à déplorer 1 137 000 décès. A Hautefontaine, citons le cas particulièrement dramatique de la famille Payen : le père Claude, manouvrier, âgé de 38 ans, décédait le 17 avril 1719 ; ses quatre enfants le suivirent rapidement dans la tombe - le 20 juin, Anne, âgée de 2 ans, le 20 juillet Catherine, 3 ans, le 30 juillet, Jeanne, 10 ans, et le 12 août, Geneviève, 1 an seulement). La disette provoqua également l'exode de populations affamées, à la recherche d'une survie aléatoire sur les routes : ainsi, le 7 novembre 1718, «a été enterré dans le cimetière de cette paroisse un homme qui a été trouvé mort dans le marais de Hautefontaine, sans qu'on ait pu découvrir qui il pouvait être» (18). A l'issue de cette nouvelle crise, en 1720, Hautefontaine ne comptait plus que 252 habitants.

Une autre période difficile se situe de 1726 à 1729 (70 décès au village sur ces quatre années). Une fois de plus la petite paroisse suivait les tendances de Compiègne, qui enregistra en 1726 un déficit démographique de 157 personnes.

A partir de 1737, se dessina dans tout le royaume une nouvelle vague d'épidémies, aggra-

vée par la rudesse particulière de l'hiver de 1740, qui multiplia les brocho-pneumonies. Entre 1740 et 1742, Compiègne perdit 215 habitants. Hautefontaine déplora aussi de nombreux décès : 24 en 1739 ; 20 en 1743. De ce fait, en dépit d'une forte natalité, le solde naturel redevint négatif (- 6 en 1738 ; - 7 en 1739 ; - 3 en 1741 ; - 9 en 1742 et 1743). L'ensemble de la décennie 1741-1750 connut un déficit de 18 unités.

Mais ce fut la dernière véritable crise. A partir de 1750, la mortalité recule et se stabilise. Si l'on prend en considération les années ayant connu au moins vingt décès, on observe 5 «pics» de mortalité avant 1750 (28 en 1719 ; 25 en 1728, 20 en 1729 ; 24 en 1739 ; 20 en 1743) et seulement un après (1765, avec 23 décès). La même tendance est observée à Compiègne et dans la France entière : *«on vit disparaître à cette époque le spectre des grandes hécatombes»* (19).

De ce fait la démographie de la seconde moitié du siècle présente des chiffres beaucoup plus réguliers à Hautefontaine, avec, comme nous l'avons vu, un seul véritable «pic» de mortalité en 1765, dont l'explication demeure mystérieuse : s'agit-il d'une épidémie localisée, éventuellement liée à la présence d'un important camp militaire à Royallieu, près de Compiègne, entre 1765 et 1777 ?

Le village devait connaître une dernière période difficile, sans doute moins aigüe mais plus longue, de 1776 à 1780, avec 70 décès sur 5 ans, dus à la conjonction de plusieurs facteurs : retombées d'une importante épidémie de grippe ayant frappé toute l'Europe de 1775 à 1776 ; dysenterie meurtrière en 1779 ; troubles ayant accompagné la «guerre des farines» de 1775, qui destabilisèrent pendant quelques mois le système de transport et de distribution des céréales (20).

L'essor démographique

L'épidémie de pneumonie infectieuse de 1781 à 1785 ne semble pas avoir affecté particulièrement le village, qui aborda les années de la Révolution dans une situation démographique particulièrement florissante : en 1791, Hautefontaine comptait 353 habitants, contre 243 en 1759, soit une augmentation du tiers en 32 ans. Cet accroissement spectaculaire n'était pas dû à une natalité plus élevée - au contraire, celle-ci avait diminué (118 naissance pour la dernière décennie contre 146 pour la première, soit une baisse de 19 %). Le gain de population s'explique certainement par une immigration assez importante, notamment de domestiques (du fait du développement de la «vie de cour» au château), et d'ouvriers agricoles saisonniers. Mais comme le nombre de mariages reste à peu près stable, on doit en conclure que l'augmentation de la population est due pour l'essentiel à la chute de la mortalité, consécutive à l'atténuation puis la disparition des grandes hécatombes, qui fauchaient jusque là régulièrement une bonne partie de la population.

En l'espace d'un demi-siècle la population du village a augmenté et s'est aussi diversifiée et enrichie : les domestiques, mais surtout les artisans et les commerçants sont nettement plus souvent mentionnés dans les registres à la veille de la Révolution qu'au début du siècle. Les métiers de la terre (laboureurs et manouvriers) deviennent minoritaires, tandis que montent en nombre les menuisiers, serruriers, sabotiers, tisserands, aubergistes, meuniers, bourreliers, maçons, tailleurs d'habits, charpentiers et autres maréchaux-ferriers. Cette évolution atteste l'existence d'une société désormais plus complexe, fondée sur la spécialisation et donc l'aisance. On a affaire à une population

globalement mieux logée et chauffée, mieux soignée, outillée et nourrie, et de ce fait moins exposée qu'autrefois aux disettes et à leur cortège d'épidémies.

Cette victoire décisive de la vie et du mieux-être, multipliée par les quelque 40 000 paroisses que comptait alors le royaume, a véritablement ouvert la porte aux progrès des siècles suivants et pas uniquement sur un plan économique. Les causes de cette expansion démographique, commune à toute l'Europe, Russie comprise, restent discutées par les historiens. En l'absence de véritable révolution médicale, on a invoqué à la fois les progrès de l'hygiène, l'existence d'une longue période de paix, le développement des transports terrestres, fluviaux et maritimes, l'accroissement de l'alphabétisation ou les changements climatiques, voire une meilleure résistance des populations à certaines maladies infectieuses alors incurables, telle que la peste. Les spécialistes insistent de plus en plus sur l'augmentation de la production agricole, grâce à une suite d'améliorations lentes et continues de techniques déjà largement éprouvées, à la diffusion progressive de nouvelles cultures comme celle de la pomme de terre, ou encore du fait d'une meilleure circulation des productions. L'innovation, pour autant qu'il y en ait eu, *«consiste à sélectionner les éléments les plus valables dans la tradition locale, à partir des incitations directes ou indirectes du marché ; et donc, on crévera à la peine, on épiertera, on fera des «marges», on élèvera un peu de bétail en plus, on drainera etc. Et l'on utilisera ainsi les formidables réserves de main d'oeuvre d'une population qui jusqu'alors demeurait apparemment abrutie et silencieuse»* (21).

L'essor démographique paraît être le résultat de cet extraordinaire travail de fourmi, *«si bien que la France en 1790 parvient à nourrir 29 millions d'ha-*

bitants contre 22 en 1700. La production agricole a donc accompagné l'accroissement de la population» (22), au lieu d'en être pénalisée : là résidait le grand tournant du XVIII^e siècle.

Ce changement décisif serait dû à l'action des millions de paysans et d'artisans d'une France largement rurale, encore relativement méconnue aujourd'hui. Durs à la tâche, économes, intelligents, pour une large part scolarisés, du moins dans la partie nord du royaume, attentifs au sort de leurs enfants, de plus en plus capables de maîtriser leur démographie et de faire valoir leurs revendications, ils ont largement prouvé, notamment à l'occasion de la «guerre des farines», qu'ils connaissaient les règles économiques aussi bien que les ministres et autres intendants physiocrates. Ces millions d'inconnus ont donc contribué à bâtir notre bien-être et nos libertés, aussi bien que les philosophes ou les révolutionnaires, à qui on rend de nos jours un hommage peut-être un peu trop exclusif, et qui avaient pourtant souvent pourfendu la prétendue «ignorance» d'une paysannerie qu'ils ne se donnaient pas toujours la peine de comprendre ni de connaître.

Les aléas de la politique

Revenons en à Hautefontaine. 353 habitants en 1781, 273 en 1806. En 15 ans, le village a perdu près du quart de sa population. Que s'est-il donc passé ? L'explication n'est pas à rechercher dans les épidémies ou les disettes, désormais définitivement vaincues, mais avant tout dans les changements d'ordre politique. Si les guerres de la Révolution et de l'Empire ont provoqué d'importantes saignées dans la population masculine, l'essentiel n'est pas là : cet exode de population est d'abord et avant tout dû à la fin de la seigneurie de Hautefontaine et à la dispersion des nombreux domes-



**Carmontelle, *Le garde-blés de Villers-Cotterêts*,
Musée Condé, Chantilly.**

Recruté et payé par la communauté villageoise, figure emblématique de la volonté des populations rurales de vivre selon les règles d'une autonomie pré-capitaliste

tiques, servant au château les familles Rothe et Dillon, valets et femmes de chambre, concierges, précepteurs, cochers, piqueurs, jardiniers, gardes-chasses, sans oublier les officiers de la «micro-justice» seigneuriale supprimée (lieutenant et greffier). Le village a tout de même conservé un certain gain de population par rap-

port aux périodes antérieures (253 habitants en 1759, 252 en 1720), attestant que la croissance démographique n'était pas due à la seule «vie de château».

Pourtant la fin de la seigneurie n'apporta pas en soi d'amélioration sensible à la vie de la grande majorité des villageois, même s'ils furent libérés

des charges seigneuriales et bénéficièrent désormais du droit de chasse. Dans l'Oise, 5 % seulement des biens nationaux vendus revinrent directement aux paysans modestes (23). Les biens du Clergé et de la noblesse passèrent pour une part dans les mains de spéculateurs (24), et les principaux bénéficiaires furent les gros laboureurs. Les anciens «coqs de villages» s'affranchirent des dernières survivances seigneuriales et agrandirent encore leurs propriétés. Le situation devait se trouver renforcée par la mise en place d'un suffrage censitaire à deux degrés, qui leur permit de perpétuer leur influence politique locale (25). A Hautefontaine, l'exemple de la famille Cauchemé est représentatif de cette ascension sociale : ses membres sont mentionnés dès 1737 dans les registres paroissiaux comme laboureurs et, un siècle plus tard, en 1842, Jean Cauchemé, menuisier, figure parmi les cinq seuls électeurs de la commune, c'est à dire les plus riches habitants du village.

Les manouvriers, éventuellement privés sous la Révolution de la jouissance des biens communaux, contraints par le régime napoléonien de verser le prix du sang sur les champs de bataille de l'Europe, longtemps mis à l'écart de la vie politique réservée aux citoyens dits «actifs», continuèrent de vivre chichement sur leurs lopins de terre, rêvant d'une «réforme agraire» qui n'eut pas lieu et condamnés à louer leurs bras aux «coqs de village».

NOTES :

(1) «Seigneur, libère-nous de la famine, de la peste et de la guerre !»

(2) Pierre Goubert, *Louis XIV et 20 millions de Français*, Fayard, «pluriel», Paris, 1966, p. 27.

(3) Hautefontaine se trouve à présent dans l'arrondissement de Compiègne, canton d'Attichy. Notre étude débute en 1707, les années précédentes étant incomplètes ou illisibles. Les statistiques concernant Compiègne sont

tirées de J. Bernet, «Recherches sur la démographie de Compiègne à l'époque moderne», *Annales Historiques Compiègnaises*, N° 36, 1986, p. 3 - 11.

(4) Un «train de culture» nécessaire pour tirer la charrue, composé de deux à huit chevaux ou boeufs, était un équipement coûteux, hors de portée des manouvriers qui devaient bêcher leur lopin de terre ou en louer à un laboureur.

(5) Les Rothe, d'origine irlandaise, avaient gardé l'habitude de recruter des domestiques dans les îles britanniques. En 1777 et 1779, deux d'entre eux se convertirent au catholicisme et se marièrent sur place, preuve de leur enracinement à Hautefontaine.

(6) La situation est inverse de nos jours : avec 1,52 %, l'Ile-de-France largement urbanisée a le plus fort taux de natalité de la France métropolitaine.

(7) Ce mariage est une curiosité : les époux sont des gens très simples, ne sachant pas signer, comme le note le curé. Assistent pourtant à la cérémonie le «haut et puissant seigneur Messire Charles Edourad comte de Rothe, lieutenant général des armées du roi», sa femme «haute et puissante dame Madame Lucie Catherine Cary de Falkland», «mylord comte de Roscomon», le vicomte de Polignac et d'autres membres de sa famille, le colonel Arthur Dillon etc. Cette présence très paternaliste s'explique par le fait que les Rothe, récents acquéreurs de la seigneurie, voulaient se faire connaître et accepter par les habitants de Hautefontaine.

(8) Jean-Claude Bologne, *Histoire du mariage en occident*, Hachette, «pluriel», Paris, 1997, p. 281.

(9) cf. Anne Fillon, *Les Trois bagues aux doigts, amours villageoises au XVIII^e siècle*, Paris, Laffont, 1989.

(10) Nicolas-Edme Rétif de la Bretonne, *Le paysan perverti*, 105^e lettre. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur la «liberté amoureuse» de nos jours, où 75 % des mariages se font entre personnes de condition analogue.

(11) A. Landry, *La révolution démographique*, Sirey, Paris, 1934.

(12) C'est à dire originaire d'une paroisse éloignée de Hautefontaine, *grosso modo* hors du canton actuel.

(13) Fernand Braudel, *L'identité de la France*, Arthaud-Flammarion, Paris, 1986, p. 136.

(14) Jacques Dupâquier, *La population française aux XVII^e et XVIII^e siècles*, P.U.F., «que-sais-je ?», Paris, 1995, p. 31.

(15) cf. Claude Verbrugge, «Un fait de société au XVIII^e siècle. Les enfants décédés en nourrice dans trois paroisses du Valois, Verberie, Saint-Germain-les-Verberie, Saint-Vaast-de-Longmont, étude socio-démographique, 1700/1789», *Mémoires de la Société d'histoire de Senlis*, 1995-1997 ; Eric Dancoisne, «La mise en nourrice à Crépy-en-Valois au XVIII^e siècle», p. 5.

(16) Emmanuel Le Roy-Ladurie, «Les peuplements retombent et rebondissent», in *Histoire de la France rurale*, Seuil, «Points», Paris, 1975, p. 349.

(17) Jacques Bernet, art. cité, p. 9.

(18) En 1789, le gonflement excessif de ces errants fut une des explications du phénomène de la *Grande Peur*.

(19) cf. J. Bernet, art. cité, p. 9.

(20) En 1775, Le contrôleur général des finances Turgot avait voulu libéraliser les prix des blés, en leur appliquant la loi de l'offre et de la demande. Il s'en suivit une forte flambée des prix, aggravée par une récolte médiocre et des manoeuvres spéculatives. Dans le Soissonnais, le prix du muid de froment passa de moins de 200 £ en 1774 à plus de 250 au printemps 1775, ce qui causa d'importants troubles. (cf. le N° 15 des *Annales Historiques Compiègnaises*, 1981, «Crises frumentaires et émotions populaires, 16^e-18^e siècles, Amiens, Compiègne, Oise, Aisne»).

(21) Emmanuel Le Roy Ladurie, «Du social au mental : une analyse ethnographique», in *Histoire de la France rurale*, op. cité, p. 450-451.

(22) Jean Delumeau, *Rassurer et protéger*, Fayard, Paris, 1989, p. 565.

(23) G.R. Ikni, «Crise agraire et révolution paysanne dans l'Oise», *Annales Historiques Compiègnaises*, N° 55-56, 1993, p. 10.

(24) Tel le citoyen Jean-Baptiste Canis, qui acheta en 1794 pour une poignée d'assignats dévalués le magnifique château des Rothe à Hautefontaine pour le transformer en carrière.

(25) Parfait exemple de cette ascension sociale, Charles Giroult, père de Suzanne, profita largement de la vente des biens nationaux, en acquérant, entre 1791 et 1794, plusieurs fermes de Mortefontaine et le château de Vivières.



Le Nain, Famille de paysans dans un intérieur, Musée du Louvre

Trois générations sont réunies dans le logis familial. Les vêtements, le feu dans la cheminée et les ustensiles domestiques variés témoignent d'une certaine aisance.



Le Nain, Le retour de baptême, Musée du Louvre

La fierté du père et la tendresse de la mère semblent contredire les prétendus sentiments d'indifférence à l'égard de la petite enfance, souvent attribués à nos ancêtres sous l'Ancien Régime.

La propriété d'un attelage de boeufs ou de chevaux représentait un investissement considérable, que seuls pouvaient fournir les paysans disposant de propriétés déjà importantes. Les autres devaient travailler la terre à l'aide de leurs propres forces. Alexandre Dumas a évoqué cette «ligne de fracture», constituant un clivage essentiel entre riches laboureurs et pauvres manouvriers. Dans son roman *Conscience l'innocent* (Ed. Ressouvenances, Coeuvres-et-Valsery, 2000), dont l'action se déroule non loin de Hautefontaine, dans le village de Haramont (Aisne) sous le 1er Empire, l'auteur compare les moyens mis en oeuvre par le compère Mathieu, propriétaire de 30 arpents de terres, à ceux, misérables, du père Cadet, qui ne détient que deux arpents :

«C'était un plus dur travail encore que le labour : il fallait s'atteler comme des bêtes de somme à cette herse alourdie par une grosse pierre ; ce n'était rien pour le père Cadet, mais la fatigue dépassait les forces de Madeleine. Un voisin qui avait une trentaine d'arpents de terre et qui hersait avec un âne et un boeuf eut pitié d'eux, il leur donna gratis une journée et demi de son travail, et la terre fut hersée.

- Merci ! compère Mathieu, dit le père cadet quand ce fut fini, vous venez de rendre un service à la pauvre Madeleine.

- Oh ! il n'y a pas de quoi, répondit l'obligeant voisin, mais si vous m'en croirez, pour l'an prochain vous achetez un âne. Tenez, ajouta-t-il en lui montrant le sien, voilà Pierrot qui est un bon âne, qui marche sur ses quatre ans à peine. Comme je viens de faire un petit héritage du côté de mon oncle d'Yvors, je compte acheter un boeuf pour faire la paire, je vous vendrai Pierrot si vous voulez.

- Ca dépasse mes moyens, dit-il.

Mais il se retourna vers Madeleine qui était toute pâissante, assise sur une borne, et qui le regardait tristement».

Les spécialistes contemporains du tiers-monde établissent généralement un rapport direct entre l'alphabétisation d'une population et son développement économique. Le problème se posait aussi dans la France du XVIII^e siècle, où la scolarisation des ruraux se fit davantage par la volonté des populations elles-mêmes, appuyées par leurs curés, que par l'action des pouvoirs publics ou de certains intellectuels de l'époque :

«Je vous remercie de proscrire l'étude chez les laboureurs. Moi qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manoeuvres, et non des clercs tonsurés. Envoyez-moi des frères ignorants pour conduire mes charrues et les atteler»

(Voltaire, Lettre à La Chalotais, *Oeuvres complètes*, t. XII, Furnes, p. 561. L'auteur fait ici allusion aux «Frères des écoles chrétiennes», spécialisés dans l'enseignement élémentaire populaire).

«Ceux qui sont destinés à vivre dans la simplicité champêtre n'ont pas besoin pour être heureux du développement de leurs facultés ; (...) il importe d'apprendre à tirer des hommes tout ce que la Nature leur a donné, à les diriger du côté où ils peuvent aller le plus loin (...) N'instruisez pas l'enfant du villageois, car il ne lui convient pas d'être instruit».

(Jean-Jacques Rousseau, *La Nouvelle Héloïse*, Gallimard, «La Pléiade», p. 566)

«Chacun imita mes irrigations. Les prairies, les bestiaux, toutes les productions se multiplièrent. Dès lors, je pus sans crainte entreprendre d'améliorer ce coin de terre encore inculte et de civiliser ses habitants jusqu'alors dépourvus d'intelligence. (...) Plus tard, les habitants ont fini par comprendre le service que je leur avais rendu malgré eux».

(Honoré de Balzac, *Le médecin de campagne*, librairie J. Gibert, Paris, 1947, p. 27-28. Le roman raconte comment un médecin apprit les nouvelles techniques agricoles et apporta un progrès bienfaiteur à des paysans présentés comme arriérés).



Hautefontaine aujourd'hui (photographie de l'auteur) et au lendemain de la première guerre mondiale (carte postale ancienne). Le village, resté à l'abri des destructions des deux guerres mondiales, a peu changé depuis le début du XVIII^e siècle.